



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 01/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



ABCDE

951 Rue Reguenel
88800 MANDRES SUR VAIR

Références : S-22-754RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 MANDRES SUR VAIR. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale 2022 "Epannage".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 MANDRES SUR VAIR
- Code AIOT dans GUN : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ABCDE située à MANDRES SUR VAIR est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 à exploiter une plateforme de compostage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents communiqués par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformités. sous réserve de la transmission de l'analyse de sols demandé au point de contrôle "caractérisation des sols".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractérisation des sols	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Délai de réponse : sous 15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractérisation de la matière	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41	/	Sans objet
Adaptation de la dose	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39	/	Sans objet
Périmètre d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38	/	Sans objet
Respect des interdictions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37	/	Sans objet
Modalités de stockage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés par l'Inspection lors de la visite et l'examen des documents communiqués par la suite par l'exploitant ne relèvent pas de non-conformités sous réserve de la transmission de l'analyse de sols demandée au point de contrôle "caractérisation des sols".

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Caractérisation de la matière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, s'assurer de la valeur agronomique et de l'innocuité de la matière
Prescription contrôlée : I : Le programme prévisionnel comprend : <ul style="list-style-type: none">- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, ...) II-3° : Les effluents ou déchets sont analysés lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques et composés organiques. Ces analyses portent sur : <ul style="list-style-type: none">- le taux de matière sèche ;- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique parmi ceux mentionnés en annexe VII c ;- les éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans les déchets ou effluents au vu de l'étude préalable ;- les agents pathogènes susceptibles d'être présents. En dehors de la première année d'épandage, les effluents ou déchets sont analysés périodiquement. La nature et la périodicité des analyses sont fixées par l'arrêté d'autorisation. II-1° : Le cahier d'épandage comporte les informations suivantes (...) : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées (...) sur les déchets ou effluents avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.
Constats : Le programme prévisionnel d'épandage transmis à l'inspection comprend une caractérisation des compost à épandre. Les résultats d'analyses des compost avant épandage ont été transmis à l'inspection. Aucune anomalie n'est à signaler. Le cahier d'épandage comporte l'ensemble des résultats d'analyses pratiqué sur les compost avec les dates de prélèvements et de mesures ainsi que leur localisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Caractérisation des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Aptitude du sol à recevoir les déchets
Prescription contrôlée : I : Le programme prévisionnel comprend : - une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable. II-4° : Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7 * : - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ; - au minimum tous les 10 ans. Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a et sur tout autre élément ou substance visé par l'APA.
Constats : Le programme prévisionnel transmis à l'inspection ne comprend pas l'analyse de sol requise. L'exploitant a immédiatement réagit et a passé la commande d'une analyse de sol le jour même de l'inspection auprès du laboratoire AUREA. Le prélèvement est prévu le 11 juillet 2022 et les résultats attendus sous quinzaine. L'inspection demande que les résultats d'analyse soient transmis dès réception. Concernant le point II-4°, aucune parcelle n'a été exclue du périmètre d'épandage. De plus, le plan d'épandage a été déposé par l'exploitant et validé par l'inspection en janvier 2020, il est donc inférieur à 10 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Adaptation de la dose

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Apport des éléments utiles aux cultures sans excéder les besoins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4°-II : La dose d'apport est déterminée en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none">- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;- des besoins des cultures en éléments fertilisants, tous apports confondus ;- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol et dans le déchet ou l'effluent et dans les autres apports ;- des teneurs en éléments ou substances indésirables des déchets ou effluents à épandre ;- de l'état hydrique du sol ;- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années. <p>Pour l'azote, ces apports (toutes origines confondues) ne dépassent pas les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- sur prairies naturelles, ou prairies artificielles en place toute l'année et en pleine production : 350kg/ha/an ;- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg/ha/an (peut être supérieure sous conditions) ;- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté (sauf si autorisation par le préfet et dans les limites de 200kg/ha/an). <p>Dose finale retenue pour les déchets solides ou pâteux < ou = 3 kg de matière sèche par m²</p>
<p>Constats : La dose d'apport est déterminée en fonction des paramètres stipulés dans l'article 39 visé ci-dessus. Les éléments de calcul sont dans l'étude préalable du plan d'épandage déposé par l'exploitant et validé par l'inspection en janvier 2020. Le programme prévisionnel 2022 et le cahier d'épandage 2021 sont cohérent avec l'étude préalable cité ci-avant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Périmètre d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Définition et dimensionnement
Prescription contrôlée : L'étude préalable comporte : 2° la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude et des zones aptes à l'épandage ; 3° la représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles aptes à l'épandage et de celles qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion ; 4° la liste des parcelles retenues avec leur référence cadastrale ; 5° l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances qui pourraient résulter de l'épandage.
Constats : L'étude préalable validée par l'inspection en janvier 2020 respecte l'ensemble des points demandés dans l'article 38 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Respect des interdictions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 37				
Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions liées au calendrier d'épandage et conditions météorologique				
Prescription contrôlée : Il : L'épandage est interdit : - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé (exception faite des déchets solides) ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation				
Constats : Selon le cahier d'épandage 2021 et le programme prévisionnel 2022 transmis à l'inspection, les périodes d'interdiction sont respectées. Les documents transmis indiquent précisément les dates d'épandage réalisés et prévisionnels avec le type de culture et le type de compost. L'inspection contrôle, par sondage, la cohérence entre les dates d'épandage inscrites dans le cahier d'épandage 2021 et les conditions météorologiques à ces dates sur la base de données de la station météorologique de BELMONT-SUR-VAIR (suivie par le service prévention des risques naturels et hydrauliques de la DREAL Grand Est).				
Dates	Commune épandue	Cumul de pluie en mm/h	Températures en °C	Distance entre la station météo et la commune épandue en km
02/03/21	MANDRES SUR VAIR	0 mm/h	9h00 : 7,5°C 10h00 : 11,4 °C 11h00: 12,8°C	4,8 km

Dates	Commune épandue	Cumul de pluie en mm/h	Températures en °C	Distance entre la station météo et la commune épandue en km
18/06/21	SANDAUCOURT	0 mm/h	9h00 : 24,3°C 10h00: 25°C 11h00: 25,7°C	6,5 km
15/09/21	MANDRES SUR VAIR	4,8 mm/h à 14h sur 1 heure 0 mm/h sur le reste de la journée	9h00 : 18,6°C 10h00: 19,9°C 11h00: 20,5°C	4,8 km
28/12/21	BELMONT SUR VAIR	8h00: 0,6 mm/h 9h00: 0,6 mm/h 10h00: 0,7 mm/h	9h00 : 10,2°C 10h00: 11°C 11h00: 10,6°C	0 km

Aucune condition défavorable n'a été relevée aux dates cotrôlées.

Pour information, l'exploitant informe l'inspection qu'un rappel est fait auprès des exploitants agricoles chaque année. De plus, le responsable qualité de la société ABCDE, réalise une visite annuelle de contrôle sur les fermes des exploitants intégrés au plan d'épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Modalités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Dimensionnement adapté et caractéristiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I : Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p>
<p>Constats : L'inspection a visité la zone d'entreposage du compost. La zone est dimensionnée pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible, d'une durée minimum de 6 mois. Les calculs sont présentés dans l'étude préalable du plan d'épandage validée par l'inspection en janvier 2020.</p> <p>La zone identifiée est imperméable et équipée de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité et les jus le cas échéant. Ces rejets aqueux sont dirigés vers deux bassins de rétention étanche, sans trop-plein. Ces rejets liquides sont ensuite utilisés pour arroser les andains.</p>
Type de suites proposées : Sans suite